



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 58 - vendredi 19 août 2011

Dans ce numéro :

- Face à la catastrophe financière annoncée, un plan d'urgence social, financier, démocratique...

Face à la catastrophe financière annoncée, un plan d'urgence social, financier, démocratique...

La menace d'un effondrement financier domine aujourd'hui l'actualité internationale. La dégringolade des valeurs boursières qui dure depuis une quinzaine de jours a déjà fait partir en fumée des milliers de milliards, 900 milliards d'euros pour les journées des 5 et 8 août sur les seules places européennes.

Ce mouvement de baisse des Bourses s'est déclenché avec la dégradation, par l'agence de notation Standard and Poor's, de la dette des USA. Le doute sur la capacité de la plus grande puissance du monde à rembourser ses dettes s'ajoute aux craintes suscitées par la crise européenne de la dette. Les actions qui baissent le plus sont d'ailleurs celles des banques qui ont accumulé dans leurs coffres des titres de dette publique, menacées aujourd'hui de perdre toute valeur en cas de faillite de leur émetteur. A cela s'ajoute l'inquiétude d'une récession économique, alimentée par une croissance économique en panne aux États-unis, en France, en Allemagne. Les spéculateurs perdent confiance et jouent à la baisse.

La crise globale, mondialisée, qui a débuté en 2007 avec l'explosion de la bulle spéculative du crédit immobilier à risque américain ne se résorbe pas, mais au contraire s'approfondit, franchit un nouveau seuil. Miné par la crise de la dette publique, le système financier est au bord de l'effondrement.

Un seuil dans la crise

La course à l'endettement des États qui débouche aujourd'hui sur un krach est l'aboutissement de trente années de mondialisation, de guerre ouverte menée par la bourgeoisie contre les travailleurs du monde entier pour extorquer une part toujours plus grande des richesses produites.

Mise en concurrence avec la main d'œuvre extrêmement bon marché et dépourvue de protection sociale des pays en cours d'industrialisation, la classe ouvrière des pays industrialisés n'a cessé de subir reculs sociaux sur reculs sociaux, fermetures d'usines, chômage, précarité... Si cette politique a permis aux holdings financières qui dirigent les multinationales d'accumuler d'immenses profits, elle a aussi mis en place une situation de surproduction chronique à l'échelle internationale. Pour réaliser leurs profits, les entreprises doivent vendre leurs marchandises. Or, du fait du creusement des inégalités sociales, de l'appauvrissement général des classes populaires, les principaux marchés sont étouffés par le chômage, les reculs sociaux...

Cette situation de surproduction a été un temps masquée par le recours massif au crédit et aux aides étatiques : pour que les populations appauvries des pays riches puissent continuer à absorber les marchandises qui inondent les marchés, les banques leur prêtent l'argent nécessaire, moyennant intérêt. Cette cavalerie financière a effectivement permis aux multinationales de tirer des profits sans précédent de l'exploitation des ouvriers chinois, indiens, tunisiens et de leur propre classe ouvrière, ainsi que de la pratique de vastes spéculations financières. Elle a aussi accumulé de nouvelles contradictions : les populations endettées s'appauvrissent, les inégalités sociales se creusent, les raisons de la crise de surproduction chronique, loin de s'atténuer, s'accroissent. Une masse de plus en plus considérable de capitaux se détourne des investissements industriels peu rentables pour se livrer en grand à la spéculation financière, au casino des « marchés », accumulant des bulles spéculatives... qui finissent par exploser.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du Nouveau Parti Anticapitaliste

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

La crise financière de 2008 avait pour origine l'accumulation, dans les coffres des banques, de titres de crédit immobilier à risque américain qui avaient perdu toute valeur avec l'effondrement en 2007 du secteur des subprimes. L'intervention massive des États pour refinancer les banques en leur rachetant leurs titres « toxiques » avait permis d'éviter la faillite de la plupart d'entre-elles. Mais ce financement s'est fait au prix d'une aggravation de l'endettement des États... auprès de ces mêmes banques qu'il s'agissait de sauver !

Depuis, de plan de relance en plan de sauvetage, l'endettement des États, qui était déjà important au début de la crise, n'a fait que prospérer. En tête de peloton pour le montant global, les États-unis. Leur dette, qui était de 10 000 milliards de dollars en septembre 2008, atteignait 14 000 milliards en décembre 2010. Elle a grimpé de plus de 238 milliards en une journée, le 4 août, pour atteindre 14 580 milliards. Elle dépasse du coup le PIB du pays, qui rejoint ainsi la Grèce, l'Italie, l'Irlande, le Japon dans le club des pays dont la dette est plus importante que les richesses produites en une année...

Cet endettement accumule dans les coffres des banques et des fonds d'investissement des masses de titres dont la valeur repose sur la capacité des États à payer les intérêts et à rembourser les capitaux arrivés à échéance. La chute actuelle des Bourses, et en particulier des valeurs bancaires, reflète la crainte que la faillite de certains États particulièrement endettés n'entraîne à son tour la faillite, ou du moins de grandes difficultés, pour les banques qui en détiennent les obligations.

Le niveau d'endettement des États est tel qu'ils n'ont plus la capacité d'acheter la totalité des titres devenus toxiques. Leur capacité d'intervention est limitée, un réajustement est devenu inévitable. Il a commencé à travers la baisse des valeurs bancaires.

Les dirigeants politiques des grandes puissances savent bien que ce réajustement est inévitable. Ils voudraient en contrôler l'évolution, en limiter l'ampleur et la brutalité pour tenter de sauver ce qui peut l'être du système financier. Mais la politique qu'ils mettent en œuvre ne peut aboutir qu'au résultat inverse. Sous prétexte de diminuer les déficits, en Europe comme aux États-unis, les plans de rigueur succèdent aux plans de rigueur. Il faut que les populations, les salariés européens, américains, se préparent à de nouvelles coupes sombres dans les services publics, à de nouveaux reculs sociaux, à payer encore plus la facture de la crise... Ce faisant, en poursuivant la politique de récession sociale et économique qui est la principale cause de la crise, loin d'en éloigner les échéances, ils accentuent les contradictions en œuvre, préparent l'effondrement.

Vers un « gouvernement économique » de l'Europe ?

Merkel et Sarkozy se sont retrouvés, mardi, pour discuter des propositions « *pour sortir de la crise* » qu'ils comptent présenter en commun au prochain sommet européen. Face à la menace d'explosion d'une zone euro minée par la crise de la dette, et incapable, faute d'en avoir les moyens politiques, de maîtriser sa politique monétaire, ils se présentent comme le tandem dirigeant naturellement l'Union européenne, cherchant à imposer comme une évidence la domination des deux bourgeoisies les plus puissantes, celles de France et d'Allemagne.

C'est dans ce cadre que prend place leur proposition de « gouvernement économique de la Zone euro », tout comme celui de la « règle d'or » qui imposerait à chaque pays européen d'établir un budget en équilibre. Nul ne sait bien entendu ce qu'il adviendra de ces propositions, mais elles se situent en tout cas dans la perspective d'une Europe plus centralisée, soumise au pouvoir économique des deux puissances dominantes.

Ceci dit, que Merkel et Sarkozy aient choisi de ne pas mettre à l'ordre du jour de leur réunion la question des « eurobonds » n'est pas étonnant : le remplacement de la dette indépendante de chacun des États européens par une dette « européenne » supposerait en effet l'existence préalable d'un « gouvernement économique » de la zone euro.

Quant à la « taxation des transactions financières », bluff ou pas, vue l'ampleur de la crise, elle serait bien impuissante à régler le problème de la dette...

Le PS a accueilli les déclarations de Sarkozy et Merkel comme le refus de prendre les décisions qu'exigerait la situation. Mais, malgré la « vigueur » de ses interventions, le PS n'a pas de politique différente à proposer. Il se place dans la même perspective que Sarkozy, sauver le système financier, payer la dette, trouver des solutions pour réduire les déficits. Martine Aubry a déclaré mardi que si Sarkozy le lui demandait, elle se rendrait avec une délégation de la direction du PS pour discuter avec lui des mesures à prendre : une offre claire de service, d'union sacrée face à la crise... Hollande, pour sa part, vient de faire connaître la liste des mesures qu'il faudrait prendre, selon lui, pour réduire les déficits.

Pour Marine Le Pen, réagir face à la crise actuelle commence par « *refuser de payer pour les Grecs...* ». Elle s'en tient à la logique souverainiste démagogique de son programme, qui vise à diviser les travailleurs selon des clivages nationaux, pour mieux les désarmer en tant que classe face à la bourgeoisie.

La réponse des travailleurs, non immigrés comme immigrés, aux méfaits de l'Europe de la BCE et de la mondialisation n'est pas dans un repli derrière les illusoire protections de frontières nationales, mais bien dans leur union, par-dessus les frontières, dans un même combat internationaliste et de classe contre la dictature de la finance.

Pas d'issue à la crise sans changement du rapport de force

Réagissant à la radio sur la crise boursière, Mélenchon s'en est pris aux agences de notation, accusées de faire la pluie et le beau temps sur les « marchés » : « *Il faut résister, il ne faut pas capituler devant les marchés financiers [...] et en même temps frapper ceux qui nous frappent. C'est quand même énorme, nous sommes dans la main d'agences de notation ! Mais qui sont ces gens? [...] Le président de la République française, qui n'est pas un petit pays, qui est la deuxième économie du continent, a les moyens de taper du poing sur la table et de dire : maintenant ça suffit. Les agences de notation, à la niche !* »...

Il est effectivement scandaleux que quelques sociétés financières privées, qui tirent leur profit de conseils aux investisseurs, puissent, par leurs déclarations, susciter des mouvements de panique... Mais le problème n'est pas là. La cause de la dégringolade boursière actuelle n'est pas dans la dégradation de la note des États-Unis par Standard and Poor's, mais bien dans les contradictions accumulées par le système financier. Même si Sarkozy le voulait, il ne lui suffirait pas de « *taper du poing sur la table* » et d'envoyer les « *agences de notation à la niche* » pour mettre fin à cette logique destructrice. Comme il ne suffirait pas que Mélenchon, ou quiconque d'autre, soit à la place de Sarkozy pour que les choses soient différentes.

Dans une déclaration du 12 août, Aurélie Trouvée, coprésidente d'Attac, écrit : « *Soit l'on s'enfoncé toujours plus dans cette crise en faisant quelques petits pansements sur une plaie béante et l'on laisse la finance continuer à déréguler, à imposer de nouveaux plans d'austérité qui vont aboutir à une explosion des inégalités et à une aggravation de la crise écologique. Soit, et c'est la seule voie possible à notre sens, on résout le problème à sa racine.* »

L'alternative est bien posée. Mais les mesures qui sont proposées, et que l'on retrouve dans le programme du Front de Gauche : arrêt des plans d'austérité, audit public sur les dettes avec annulation de celles qui sont illégitimes, taxation des transactions financières afin de dégonfler les flux financiers, autorisation donnée à la BCE de prêter directement aux États membres, ne peuvent pas « *résoudre le problème à la racine* ». Présentées sans autre perspective que de constituer un programme de gouvernement dans le cadre des institutions politiques existantes, de telles mesures sont vouées à l'impuissance.

Il y a urgence à mettre un coup d'arrêt à la fuite en avant de la finance et de ses représentants politiques devant le développement de la crise et de ses conséquences. Cela ne peut passer que par la mobilisation des travailleurs et des populations victimes des plans d'austérité, pour défendre leurs droits, pour exiger les moyens de vivre en s'attaquant à la racine du mal, la domination des financiers, la soumission des États à la défense de leurs intérêts.

Oui, il faut un réajustement financier, en finir avec la dette, cette rente pour les riches, un réajustement qui se fasse au profit de la population, sous son contrôle et non à travers la logique aveugle et destructrice des marchés qui ne peut conduire qu'à une catastrophe sans précédent. C'est aux peuples de décider, pas aux banques.

Un plan d'urgence social, financier, démocratique...

La dégradation sociale, les conditions de vie de plus en plus insupportables qui sont faites aux travailleurs, sont la conséquence directe de la soumission de la société à la folie incontrôlable de la finance. Pour imposer sa domination, au nom des « droits » que lui confèreraient ses titres de propriété sur le capital, l'oligarchie financière utilise des États et des gouvernements aux ordres. La « démocratie » dont ils se targuent n'est qu'un mot creux qui masque leur dictature.

Mettre un terme aux reculs sociaux et aux exactions de la finance exige de disputer leur pouvoir politique aux classes dominantes. La lutte pour mettre un terme aux reculs sociaux et aux exactions de la finance est indissociable de la lutte pour la conquête de la démocratie.

Faire face à l'urgence sociale, c'est d'abord refuser les plans d'austérité, exiger des salaires décents, permettant de vivre décemment, indexés sur le coût de la vie, mettre fin au chômage par la répartition du travail entre tous, mettre fin à la casse des services publics...

Se mobiliser pour refuser de payer la crise, contre les plans d'austérité, pose nécessairement la question de la dette publique. La première des urgences est d'exiger, au minimum, un moratoire, refuser de payer les intérêts. Mais il faut aller plus loin : exiger l'annulation de la dette, retirer le contrôle du système financier des mains de l'oligarchie financière en le nationalisant et en le plaçant sous le contrôle démocratique de la population.

Certains posent comme préalable à l'annulation de la dette la mise en place d'audits publics pour distinguer la part « illégitime » de celle qui serait « légitime ». Tout en comprenant le souci démocratique de la démarche, il me semble que la seule composante « légitime » de la dette est celle qui est constituée par les économies déposées par une multitude de petits épargnants sous forme d'assurances vie et autres « produits bancaires » et dont une part est placée par les banques sous forme d'obligations d'État. L'objectif serait bien entendu que tous ces petits épargnants puissent continuer à disposer de leurs économies... Plus qu'un audit, c'est bien la nationalisation des banques et leur placement sous contrôle de la population et des travailleurs qui permettrait d'assurer le plus efficacement possible la sauvegarde de ces économies « légitimes » et d'éviter ainsi qu'elles ne fondent, du jour au lendemain, dans l'effondrement des marchés obligataires.

La mise en œuvre de telles mesures exige la conquête de la démocratie par la population, du pouvoir politique pour se donner les moyens de les imposer, de contrôler la marche de la société en mettant en place ses propres institutions politiques, son propre gouvernement, construit à travers ses luttes.

Un tel plan d'urgence sociale, financière et démocratique répond bien évidemment aux besoins des populations de tous les pays européens, soumis aux mêmes plans d'austérité, à la dictature de la même oligarchie financière. Il représente, finalement, le seul chemin vers un véritable gouvernement européen qui ne soit pas un bluff démagogique, une Europe des travailleurs et des peuples.

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)